

soient capables de fonctionner à un haut niveau dans une économie mondiale en expansion rapide.

Nous savons tous que la motion d'aujourd'hui est basée sur un prétendu budget, mal conçu, du Parti réformiste et que ce document lui-même doit beaucoup à un rapport minoritaire du Parti réformiste sur la réforme de la sécurité sociale qui contenait des propositions qui, la motionnaire d'aujourd'hui l'admet, n'ont pas été sérieusement réfléchies avant d'être envoyées à l'imprimerie.

Je m'inquiète beaucoup des prétendues propositions du Parti réformiste. Après les avoir examinées, il est clair que ce ne sont que des réactions plus ou moins instinctives qui nous ramèneraient en arrière au lieu de nous faire progresser. Je ne peux pas voir comment les propositions du Parti réformiste aideraient les Canadiens à trouver des emplois satisfaisants et comment elles réduiraient les maux sociaux comme la pauvreté chez les enfants.

Le Parti réformiste a donné à son budget le titre percutant de «budget des contribuables». Si les Canadiens examinent ce document de plus près, ils verront que si nous l'adoptons, les contribuables seraient les premières victimes.

Tout d'abord, voyons un peu le sujet de la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui: le Régime enregistré de sécurité personnelle ou RESP. Si je comprends bien, les réformistes veulent remplacer l'assurance-chômage, la sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada et certains programmes de santé, d'enseignement et de formation par un régime individuel d'épargne. Ce qui veut dire que les Canadiens devraient, en cas de maladie ou de chômage et pour leur retraite, compter sur leurs propres moyens pour vivre, sans pouvoir profiter de la mise en commun des risques qui caractérise nos programmes sociaux actuels.

Les Canadiens à faible revenu seraient évidemment les plus défavorisés par cette proposition. Cette proposition est vide si ce n'est qu'elle permet aux très nantis de disposer d'un nouvel instrument pour grossir leur pécule.

Les réformistes proposent ensuite de réduire l'assurance-chômage de 3,4 milliards de dollars. C'est facile à faire sur papier, mais en réalité cela aurait pour résultat l'élimination progressive des prestations de maternité, des prestations parentales et des prestations de maladie, ainsi que du programme d'indemnités à l'intention des pêcheurs. Cette mesure à elle seule priverait plus de 160 000 nouvelles mères de leurs prestations de maternité, 150 000 travailleurs provisoirement au chômage perdraient leur droit à des prestations de maladie et 30 000 pêcheurs seraient privés d'indemnités dont ils ont désespérément besoin.

Qui va supporter le fardeau de l'aide à ces personnes? L'élimination des prestations fondées sur un taux régional toucherait 1,3 million de chômeurs, soit plus de 50 p. 100 des prestataires d'assurance-chômage. Le Parti réformiste réduirait le soutien du revenu de 4,5 milliards de dollars. Cette approche générale et insensible drainerait les économies provinciales qui se trouveraient privées de plusieurs milliards. C'est loin de ce que j'appelle une initiative responsable.

Ce n'est pas ce que veulent les Canadiens. Comme je l'ai déjà dit, le gouvernement a l'intention de revitaliser le programme d'assurance-chômage. Nous devons examiner avec soin la façon

Les crédits

dont les gens utilisent l'assurance-chômage ainsi que les raisons pour lesquelles ils y ont recours et adapter le système en conséquence. Nous n'abolirons pas les avantages sociaux clés tels que les prestations de maternité.

• (1045)

Le Parti réformiste essaie de promouvoir une conscience sociale ayant comme principe de base l'égalité des contributions. Dans le budget des contribuables, il dit que le fardeau de la réduction ne doit pas tomber sur les épaules des plus démunis.

Il ne fait aucun doute que tous les députés partagent ce sentiment. Le problème c'est que les propositions des réformistes auraient exactement l'effet inverse. Au lieu de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, le budget des contribuables amputerait la pension de vieillesse de trois milliards de dollars. Comment une telle mesure pourrait-elle aider les personnes âgées dans le besoin à faire face au coût de la vie?

Le Parti réformiste propose également que le gouvernement ne fasse aucune différence entre les régions. Comment est-ce que cela aidera les régions les plus pauvres? Il suggère également de réduire les programmes destinés aux autochtones de 24 p. 100. Pourrait-on m'expliquer comment une telle mesure aidera nos frères et soeurs autochtones, qui constituent probablement le groupe le plus démuné du pays?

Le budget des réformistes propose de réduire les paiements de transfert au titre du Régime d'assistance publique du Canada de 34 p. 100 et les paiements de péréquation de trois milliards de dollars ou 35 p. 100. Si le gouvernement agissait de la sorte, je reconnais qu'il allégerait certainement le fardeau du fédéral. Malheureusement, ce serait un désastre pour les régions les plus pauvres et cela aurait pour effet de faire porter le fardeau de la réduction du déficit par les plus démunis, ce qui serait en contradiction directe avec la philosophie déclarée du Parti réformiste.

De telles compressions contribueraient non pas au renouvellement de notre système de sécurité sociale, mais à sa destruction totale. L'approche proposée par les réformistes pour réduire le déficit est imprudente. Il est facile d'être imprudent lorsqu'on n'est pas aux commandes.

Que dire du projet de retrancher trois milliards de dollars des pensions de vieillesse? Si le Parti réformiste ne donne aucun détail à ce sujet, c'est peut-être que, s'il le faisait, il lui faudrait avouer aux Canadiens âgés que plus de la moitié d'entre eux toucheraient des prestations réduites et que les personnes âgées à faible revenu figureraient parmi celles qui y perdraient.

Notre gouvernement a plutôt choisi d'analyser ce que seront les besoins des personnes âgées au cours du prochain siècle et de déterminer la meilleure façon d'y satisfaire. Nous ne disons pas que les choses ne devraient pas changer. Nous n'avons jamais dit cela. Cependant, un gouvernement responsable examine les répercussions que peuvent avoir les changements envisagés avant de prendre des décisions, et c'est ce que nous faisons.

Le Parti réformiste veut remplacer la sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada par un REER et un régime enregistré de sécurité personnelle. Ce concept a déjà été mis à l'essai aux États-Unis. C'est ce qu'on appelle un compte en banque. En fait, le régime fonctionne très bien pour ceux qui ont la chance d'être riches. Quant aux moins bien nantis, ils sont laissés à eux-mêmes.